

Réunion au Costa Rica, discours d'ouverture, 5 septembre 2005
San José, Costa Rica
Monique Barbut, Directeur, PNUE DTIE

Le défi de la mise en œuvre du processus de Marrakech :
Il est temps de concentrer nos efforts

Vos Excellences, Mesdames et Messieurs, Chers Collègues, Chers amis,

1. C'est un grand plaisir pour moi d'être parmi vous aujourd'hui. Je vous souhaite la bienvenue au nom du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et de sa Division Technologie, Industrie et Economie. Je veux remercier le gouvernement du Costa Rica d'accueillir cette réunion. Je souhaite également remercier tous les gouvernements qui nous soutiennent.
2. Il y a deux ans, le processus consistant à mettre en place un plan-cadre de programmes décennal sur les modes de consommation et de production durables a été surnommé « le processus de Marrakech ». Mais j'ai appris hier soir ici, au Costa Rica, une expression tout à fait adaptée que j'aimerais utiliser à partir d'aujourd'hui pour désigner ce cadre : Pura vida ! la vie pure, parfaite dont nous souhaiterions tous pouvoir profiter... n'est-ce pas ce que nous aimerions réaliser au travers des changements de modes de consommation et de production ? Je pense que c'est un concept à la fois positif et attractif.
3. Je profiterai de mon intervention pour dire quelques mots sur le défi que constitue la mise en place du processus de Marrakech. En tout premier lieu, j'aimerais souligner que le plan-cadre décennal sur les modes de consommation et de production durables ne doit pas simplement être une succession de réunions et de conférences. Il ne doit pas se résumer à une série de documents et de sites internet présentant des recommandations. Ce dont nous avons besoin désormais, c'est d'actions concrètes immédiates sur le terrain.

Les résultats du processus de consultation

4. Je suis heureuse de voir que l'appel à l'action de Johannesburg a été entendu. Comme l'ont souligné les conclusions de notre réunion en

Europe, la consommation et la production durables doivent être prises en compte en tant que base pour une utilisation durable des ressources, qui peut aider à atteindre de nouveaux modèles de développement durable. L'Asie est très active par rapport à cette approche : la Chine et son approche de l'économie circulaire, le Japon et l'initiative des « 3R » (réduire, réutiliser et recycler). L'Afrique explore le potentiel et la possibilité de se dispenser de certaines étapes de développement industriel et technologique déjà obsolètes dans d'autres pays pour accéder directement à des modes de consommation et de production durable « *leapfrog* ». Mettre en place une marque africaine - « fabriqué en Afrique » - a été l'une des conclusions de la réunion de Casablanca. Et ici, en Amérique Latine et aux Caraïbes, un conseil régional stratégique sur la production et la consommation durables a été mis en place.

5. Nous avons fait un survol de ce processus dans le document principal que vous trouverez dans votre dossier. Le nouveau Centre de collaboration PNUE/Institut de Wuppertal sur la production et la consommation durables (CSCP), y a largement contribué. Je suis ravie d'annoncer que ce Centre, dont l'ambition est de devenir l'un des instituts scientifiques du processus de Marrakech, sera officiellement inauguré cette année.

Quelques exemples de l'activité du PNUE

6. En plus de faciliter le processus de consultation régional que je viens d'évoquer, nous avons été actifs dans de nombreux secteurs, afin d'aider les gouvernements à faire des avancées concrètes. Je vais vous en donner quelques exemples.
7. Au niveau national, nous développons des projets de démonstration. En Afrique, à l'heure actuelle, 3 projets sont en œuvre :
 - Un premier sur la consommation et la production durables au lac Victoria. Ce projet se concentre sur l'harmonisation des politiques de gestion environnementale du lac, afin de protéger ses réserves et de promouvoir une pêche durable. Il englobe également des activités économiques afin de permettre le développement durable de l'industrie, de l'agriculture et du tourisme.

- Le second projet porte sur la production et l'utilisation durables des plastiques en Afrique. Il s'agit d'une démonstration intégrée de la gestion de déchets solides. Il s'agit à la fois de promouvoir l'innovation industrielle - des plastiques écologiquement dégradables - et de développer des stratégies de communication efficaces.
 - Le troisième projet vise le renforcement régional des capacités dans le domaine de l'analyse du Cycle de vie. L'objectif est d'aider les pays à identifier des catégories de produit dont l'impact est déterminant afin de constituer leurs inventaires de cycles de vie.
8. Nous travaillons également avec le Ghana et le Sénégal sur des projets pilotes dans le but d'intégrer les concepts de consommation et de production durables dans les stratégies de réduction de pauvreté, en mettant en relief la manière dont la production et la consommation durables peuvent offrir des possibilités de marchés nouveaux, de meilleure qualité de vie et de réduction de la pauvreté.
 9. En Argentine, nous avons mis en place un projet pilote pour aider le gouvernement à développer une stratégie nationale de consommation durable, qui inclut des activités concrètes avec des détaillants et des actions dans le domaine de l'achat public durable « sustainable procurement ».
 10. Nous avons également répondu à l'appel de nombreux gouvernements concernant le renforcement des capacités pour mettre en œuvre des politiques de consommation durables. Ceci fait suite au projet des « Principes Directeurs des Nations Unies pour la Protection du Consommateur » que nous avons conjointement mis en place avec Consumers International. Nous testons actuellement un manuel de formation intitulé « Hands on Sustainable Consumption ». Avec le soutien de la Commission Européenne, nous menons un projet sur le renforcement des capacités dans douze pays d'Asie et six pays d'Europe (SC.Asia), dont les résultats seront publiés d'ici la fin de l'année.
 11. Le Plan stratégique de Bali pour l'appui technologique et le renforcement des capacités a défini la consommation et la production durables comme l'un des secteurs-clé. Des sessions de

formation s'inscrivant dans ce Plan stratégique et dans le Processus de Marrakech ont été développées, et vous aurez l'occasion d'en tester les grandes lignes ici au Costa Rica. Elles ont pour thème l'achat public durable (développé en collaboration avec ICLEI), l'analyse du cycle de vie (par le biais de notre Initiative Cycle de Vie développée avec SETAC) et aussi, comme je viens de le mentionner, le Guide des Nations Unies sur la Protection du Consommateur avec Consumers International.

Les liens entre Consommation et Production Durables et la coopération pour le développement

12. Nous sommes en train de mobiliser au niveau mondial des soutiens au travail sur la Consommation et Production Durables. Certains s'interrogent depuis ces deux dernières années sur les raisons pour lesquelles le PNUE considère que les liens entre l'éradication de la pauvreté et la consommation et la production durables sont si forts. Comme je l'ai souligné lors de la réunion européenne de l'année dernière en Belgique, je pense que la priorité numéro 1 d'un programme de consommation et de production doit tout simplement être que les besoins vitaux des populations pauvres soient assouvis.
13. Quand nous parlons de consommation et de production durables au niveau mondial, nous devons toujours être conscients que la majorité des populations ne peut être qualifiée de « consommateurs ». Les populations pauvres se battent chaque jour pour survivre ; elles n'ont pas accès à l'eau potable ou à des sources d'énergie fiables ; leurs terres deviennent arides et ils voient des montagnes de débris les envahir.
14. Les déchets sont le signe le plus visible de l'échec de notre monde à mettre en place des modèles de consommation et de production durables. Comme l'a dit le président Chirac au Sommet de Johannesburg, nous continuons pourtant à gaspiller des ressources, à gâcher des vies humaines, et à regarder ce qui se passe loin de chez nous alors que notre propre maison brûle. Tout ceci doit s'arrêter et nous n'y parviendrons pas en discutons entre nous de nos priorités et des instruments à mettre en œuvre.

15. J'ai appelé notre approche « le développement humain par le marché » dont les points essentiels sont :
 - a) créer des partenariats publics/privés facilitant l'accès des pauvres aux services environnementaux durables ;
 - b) permettre aux pays en développement de passer directement à des modes de production et de consommation durables (« leapfrog »). C'est-à-dire investir dès le départ dans des solutions durables à long terme et ne pas reproduire les erreurs faites par le passé par les pays développés ;
 - c) récolter les bénéfices économiques et sociaux de la durabilité. Production durable, conception durable du produit, achat public durable... ces programmes sont tous bénéfiques pour l'environnement mais ils le sont aussi pour l'économie (moindre coût, meilleurs débouchés à l'import/export) ; ainsi que pour le progrès social (aide à de meilleures conditions de travail, et à la création d'emplois).
16. Je suis heureuse que nous ayons pu démarrer certains de ces projets en 2005. Grâce aux résultats de ces projets nous voulons mobiliser la communauté de la coopération et du développement pour mettre en oeuvre des actions concrètes en matière de consommation et de production durables. Il faut intégrer cette communauté dans le processus de Marrakech. Ce sont des acteurs-clé de sa mise en oeuvre. Je suis donc très heureuse que nous ayons réussi à organiser ces sessions de dialogue sur la coopération et le développement, ici au Costa Rica.

Les priorités du PNUE pour les années à venir

17. Le processus de Marrakech se déroule en 4 phases :
 - a) consultations régionales ;
 - b) développement de stratégies régionales et nationales ;
 - c) mise en oeuvre de programmes et de projets concrets ;
 - d) suivi et évaluation des progrès.
18. Deux ans après la mise en place du Processus de Marrakech, il est temps de faire le point. Et plus encore de répondre aux questions suivantes : Que doit-on faire dans les années qui viennent ? Quelles sont nos ambitions ?

19. Tout d'abord, avec cette réunion ici au Costa Rica, il me semble clair que nous devons clore la phase de consultation régionale. En l'espace de deux ans, nous avons fait beaucoup, nous avons identifié les priorités, il est donc maintenant temps d'appliquer des programmes concrets. Lorsque cela est nécessaire des soutiens pourront être mobilisés grâce à des stratégies nationales ou régionales. Mais je suis réellement convaincu que nous sommes tous parfaitement conscient de ce qui doit être fait. Il s'agit maintenant d'en manifester la volonté et de s'en donner les moyens.
20. Deuxièmement, nous savons que la consommation et la production durables constituent un très vaste sujet. En principe, on pourrait traiter de presque tout... il n'y a pas beaucoup de domaines qui n'en fassent pas partie! Cela signifie que l'on pourrait parfaitement continuer éternellement à discuter de toutes sortes de choses ... nous pourrions parler de toutes sortes d'industries, de toutes sortes de groupes cibles, de toutes sortes de problèmes. Mais tout le monde sait que parler de tout laisse peu de temps pour agir ! Il est maintenant temps de concentrer nos efforts. Bien entendu, lorsque l'on concentre ses efforts, on a peur de manquer certaines opportunités importantes. Ou de manquer d'une vision globale... c'est un dilemme, j'en suis parfaitement consciente. Mais tourner en rond n'est pas une solution.
21. Troisièmement, sur le rôle du PNUE, qui, autant que je sache, est réellement apprécié par la plupart d'entre vous, je dois avouer que je suis moi-même un peu inquiète. Je pense déjà à 2010, lorsque les résultats du processus seront passés en revue. Que serons-nous capables de montrer ? Que nous avons facilité un processus ? Que nous avons aidé les gouvernements de beaucoup de pays à comprendre le sujet ? Cela suffirait-il ? Je ne le crois pas. Nos programmes sont à la disposition de tous et nous sommes heureux de les partager, mais nous n'avons pas les moyens d'aider, à titre individuel, chacun des pays qui voudrait entreprendre une action.
22. Donc, pour nous au PNUE, tout cela signifie que -maintenant que nous avons conclu les consultations régionales- nous devons

concentrer nos efforts encore davantage -encore plus que ces deux dernières années- pour soutenir le développement et l'application de projets concrets de démonstration avec les pays les plus actifs dans les différentes régions, en nous appuyant sur un solide soutien financier de donateurs, ces projets pouvant ensuite servir d'exemples pour les autres. Et les résultats de ces projets doivent être consignés dans des manuels ou des guides accessibles au plus grand nombre, avec une adaptation aux besoins spécifiques de chacun si nécessaire.

23. Nous allons porter nos efforts sur les priorités suivantes :
- i. Montrer la valeur ajoutée des nouveaux modèles de développement industriel, avec l'établissement d'économies circulaires, à l'instar du programme "Circular Economy" que nous avons démarré en Chine. Nous travaillerons au niveau mondial avec des secteurs industriels clés tels que la construction, le tourisme et l'alimentation. Et nous y associerons la production plus sûre. Nous devons aider à bâtir des industries et des communautés préparées à affronter les catastrophes. Nous avons été les témoins des impacts dévastateurs du Tsunami en Asie sur les vies humaines et l'infrastructure. Et en ce moment, nous sommes les témoins de l'ouragan Katrina. Personne ne peut croire qu'il s'agit des dernières catastrophes de notre époque... nous devons donc nous y préparer;
 - ii. La gestion des déchets - en se concentrant sur l'amélioration de la collecte, les modes d'élimination et de recyclage, en impliquant davantage le secteur privé, avec pour objectif d'éradiquer la pauvreté et de stimuler la création d'emplois. Cet axe de travail peut être relié à l'Initiative 3 R du G8, promue par le gouvernement japonais, qui inclut les déchets électroniques. C'est également une priorité importante de la stratégie du PNUE dans le domaine des déchets, qui a été adoptée au début de cette année par notre Conseil d'Administration.
 - iii. Comme contribution au Plan de Bali que j'ai évoqué tout à l'heure, le renforcement des capacités en matière de consommation et production durables et la formation sur les outils prioritaires qui

permettront d'aider les industries à relever les défis auxquels elle sont confrontées -en particulier les PME. Pour cela, nous devons nous appuyer sur le réseau existant des Centres Nationaux de Production Propre que nous avons mis en place avec l'ONUDI. Les thèmes portent, notamment, sur la gestion du cycle de vie, la conception des produits et services. Pour les gouvernements, nous nous concentrerons sur l'achat public (procurement) et sur la mise en œuvre des politiques.

- iv. Le commerce durable et l'utilisation des ressources : les cycles de vie des produits s'internationalisent de plus en plus, ce qui requiert d'une part des politiques intégrées pour optimiser l'utilisation des ressources et des matériaux tout au long du cycle de vie, et d'autre part un soutien adapté apporté en particulier aux PME des pays en développement. Nous espérons pouvoir démarrer un programme sur l'utilisation des ressources avec la Commission Européenne.
 - v. Energie durable et mobilité, en se concentrant sur une meilleure utilisation du potentiel des énergies renouvelables et sur l'amélioration des infrastructures, en particulier pour le développement industriel et pour contribuer à atteindre les objectifs du développement.
24. Et bien sûr, nous avons aussi besoin de trouver de meilleurs moyens pour informer et motiver les consommateurs. C'est pourquoi je suis très heureuse de lancer notre nouveau Guide intitulé « Communiquer sur le Développement Durable ». Ce guide a été élaboré à la suite de la première réunion de Marrakech. Comme Klaus Töpfer l'écrit dans l'avant-propos, "Des gens informés, motivés et convaincus peuvent nous aider à atteindre nos objectifs de développement durable". Le guide a été rédigé en collaboration avec Futerra et contient des exemples de campagne intéressants, incluant une campagne réalisée par notre pays hôte (le Costa Rica). Vous en avez tous un exemplaire dans votre dossier de participation.

Vos Excellences, Mesdames et Messieurs,

25. Certains pays ont exprimé le souhait de mettre en place des groupes de travail informels et pratiques afin d'obtenir des résultats. C'est ce que nous appelons les groupes de travail « taskforce » de Marrakech. Je suis très heureuse de voir que cette initiative suscite des réactions positives. Aujourd'hui, trois pays veulent présenter leurs premiers projets. La Suède en ce qui concerne les modes de vie durables, le Royaume Uni pour les produits durables et l'Allemagne sur la coopération en Afrique. Je suis certaine que d'autres groupes de travail vont voir le jour. Ils regrouperont l'expertise de toutes les régions du monde, comme vous pourrez le constater cet après-midi et lors des discussions plus approfondies des groupes de travail.

26. Pour conclure, notre réunion est importante car elle rassemble les acteurs clés de toutes les régions. Elle fournit une plateforme et une occasion de donner une orientation partagée au «Processus de Marrakech Pura Vida». En même temps, il est bon de se rendre compte qu'ici nous ne sommes pas en négociation. Il s'agit d'une réunion d'experts. Les recommandations seront résumées et ne requièrent pas de consensus. Ce travail-là commencera en 2010 lorsqu'un cadre sera discuté lors Commission sur le Développement Durable. Toute votre énergie pour aujourd'hui et le reste de la semaine peut donc être entièrement consacrée à l'action !